



CH'TI GREF

2016.1

L'année commence, c'est l'occasion pour nous de reprendre le dialogue.

Le GREF a vingt-cinq ans, cinq cents adhérents en France, tous bénévoles. Il est structuré en quinze Délégations Régionales, sous statut d'Établissements secondaires. Nous sommes la Délégation Régionale Nord- Pas-de-Calais Belgique.

Association de Solidarité Internationale centrée sur l'éducation pour le développement, nous venons de clore avec succès, un Programme Multi-Pays (Mali, Maroc, Niger, Sénégal) de trois ans, financé à 50% par l'Agence Française de Développement. C'est dire que la recherche de fonds est devenue une activité décisive pour notre existence.

Nous pensons que l'éducation est au cœur de tous les projets de développement si nous les voulons durables. Nous souhaitons encore développer nos partenariats Ici comme nous le faisons Là-bas.

Comme Là-bas, Ici nous choisissons d'être au plus près des plus déshérités : un appui à la formation des prisonniers en vue de leur réinsertion et de la reconnaissance de leur dignité. Nous témoignons de nos actions Là-bas pour sensibiliser à la citoyenneté, à la solidarité Nord-Sud, au changement climatique...partout où nous sommes demandés (établissements scolaires, centres sociaux, Semaine de la Solidarité Internationale, communes...).

Notre association de retraités s'ouvre maintenant à l'inter-générationnel.

Nous avons donc beaucoup à vous dire mais encore plus à apprendre de vous. C'est pourquoi nous reprenons cette publication.

Rejoignons-nous !

Elisabeth Charlon

Sommaire

- p.2 Le GREF en actions
- p.3 Haut-Karabagh : (se) former localement
- p.4 Haïti, un quartier se mobilise
- p.5 Solidaires Ici
- p.6 Moins punir pour mieux reconstruire
- p.7 Parlons finances
- p.8 Lire pour penser l'action

GRoupement des Éducateurs
sans Frontières
Nord - Pas-de-Calais Belgique
99 rue Saint-Sauveur
BP 667 59033 Lille Cedex
03 20 92 98 75



LÀ-BAS

Le GREF, 25 ans d'engagement dans la solidarité internationale

Le GREF en actions



Une volonté de faire interagir ce que nous avons appris là-bas et ce que nous faisons ici

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Depuis plusieurs années, le Gref participe à la Semaine de la Solidarité Internationale, portée par Lianes Coopération et à la Semaine de la lecture à voix haute portée par le CRDTM, centre de ressources documentaires à Lille. Il intervient dans les communes : Seclin, Orchies, Landas, Lambres les douai, Arras, Villeneuve d'Ascq...

Plusieurs adhérents se sont portés volontaires pour faire partie de la Réserve Citoyenne.

Des documents pédagogiques ont été réalisés, avec une fiche d'accompagnement pour leur usage, sur différents thèmes : l'accès à l'eau, le travail des enfants, l'alimentation, le droit des enfants...

SOLIDARITÉ AVEC LES DEMANDEURS D'ASILE ET LES MIGRANTS

Récemment, le Gref s'est engagé, en partenariat, dans l'aide aux demandeurs d'asile, en assurant des cours de renforcement en langue française,

Notre association est régulièrement sollicitée pour du soutien en Français pour des élèves d'origine étrangère, en lycée professionnel, des cours d'alphabétisation et de FLE/FLI (français langue étrangère/français langue d'intégration) .

Présent lors de l'accueil en décembre 2015 des 50 premiers Syriens par la ville de Lille, le Gref a proposé de participer à la formation de formateurs bénévoles.

ICI

DANS LES PRISONS

Une à deux fois par semaine, 7 à 12 personnes adhérentes du Gref interviennent auprès des détenus des établissements pénitentiaires de la région, au côté de l'Éducation Nationale.

Cette action fait l'objet d'une convention avec l'administration pénitentiaire et un partenariat s'est peu à peu développé avec d'autres associations intervenant en milieu carcéral. La première convention fut signée en 2006.



À la demande du Fonds Arménien de France (FAF), le GREF a été sollicité, dans la perspective d'une collaboration, pour la mise en place d'une formation par apprentissage à l'école professionnelle Yeznig Mozian située à Shoushi en République du Haut-Karabagh.

La république autoproclamée du Haut-Karabagh est une enclave arménienne située en Azerbaïdjan. L'école professionnelle Yeznig Mozian (EPYM) a ouvert ses portes à la rentrée 2015. Elle accueille soixante-huit futurs apprentis répartis dans 3 groupes de disciplines : maçonnerie-gros œuvre, plomberie-chauffage, finitions-carrelage. La formation de niveau 3 (CAP) est prévue en trois ans (deux années communes à un métier et spécialisation la troisième année). L'objectif de cette mission de faisabilité était de préciser en quoi notre association pouvait contribuer à accompagner cette école dans la mise en place de la formation par alternance. L'enjeu de cet accompagnement à la mise en place de l'apprentissage est de favoriser l'employabilité des apprentis en répondant mieux aux attentes des entreprises, c'est aussi d'éviter la migration de ces compétences vers la Russie toute proche, c'est donc au final contribuer au développement économique du pays.

Un pré-audit a été réalisé lors de cette mission qui s'est déroulée du 7 au 22 novembre dernier. Il prend en compte l'EPYM et son environnement (entreprises principalement). Des démarches auprès du bureau de chômage, du ministère de l'éducation, de la science et du sport, du centre d'orientation, des mairies de Shoushi et de Stépanakert seront nécessaires par la suite.

Des entretiens ont été menés auprès des formateurs arméniens, des quatre formateurs du CFA de Saint Etienne qui assurent la formation pédagogique de leurs homologues arméniens, de l'assistante du directeur, de la bibliothécaire, du directeur et de cinq entreprises importantes au Karabagh. Il ressort du croisement de ces informations que l'appui de notre association pourra porter sur la gouvernance de cette école en contribuant à l'écriture et à la mise en place du projet de l'établissement. Parmi les points à développer, l'organisation de chantiers-école pourra être envisagée, compte-tenu de l'important patrimoine architectural à restaurer à la suite des destructions liées au conflit avec l'Azerbaïdjan.

Il conviendra ainsi de travailler en coopération avec le directeur et toute l'équipe éducative mais également avec le CFA de Saint Etienne qui assure depuis le printemps dernier la formation sur la didactique des métiers enseignés à l'EPYM. C'est l'expérience arménienne du GREF qui permet cette collaboration en amenant une plus-value par sa connaissance de l'institution éducative, par ses contacts locaux, par son imprégnation des mentalités et par son approche systémique qui prend en compte tous les éléments associés à l'EPYM. Auparavant une convention de partenariat pourra être établie entre le représentant de la Fondation Yeznig Mozian (EPYM), le Fonds arménien de France (FAF) et le GREF. ♦

A. Gournay

À propos de la naissance de la République du Haut-Karabagh

La région du Haut Karabagh est occupée par les Russes depuis leur victoire sur les Perses (1804-1814). Le Haut-Karabakh ou Karabagh, région peuplée à 80% d'arméniens, est annexée par Staline à la République démocratique d'Azerbaïdjan après la révolution russe en 1917. A partir de 1920 l'Azerbaïdjan est soviétisé à l'image de l'Arménie et devient la République Soviétique d'Azerbaïdjan.

Lors de l'indépendance de 1991, le Haut-Karabagh rejette son statut de province azéri autonome et revendique son indépendance. Des massacres de la population arménienne (à Shoushi notamment) ont lieu, un conflit éclate avec l'Azerbaïdjan qui aboutit à la signature d'un armistice en 1994.

La République du Haut-Karabagh est (auto) proclamée.

En partenariat avec la Communauté Haïtienne du Nord de la France qui aidait une association locale à reconstruire une école détruite par le séisme, le GREF a participé au projet en formant les maîtres et les directeurs d'écoles de la zone en 2013 et 2014.

De plus une véritable action de développement s'est élaborée en commun avec plusieurs acteurs : espace communautaire et centre de santé, électrification du quartier, implantation d'une bibliothèque, de tableaux numériques interactifs (TNI) et formations d'enseignants.

Éducation et santé, Éducation à la santé, un quartier se mobilise

Haïti, «Perle des Antilles», sous domination française pendant deux siècles, a déclaré son indépendance et l'abolition de l'esclavage en 1804 après la bataille de Vertières et la déroute des troupes napoléoniennes. Première nation noire indépendante, son histoire a été marquée par de terribles soubresauts politiques (dictatures sanglantes, instabilité, domination américaine) et environnementaux (cyclones, séisme).

Le séisme du 12 janvier 2010 a profondément affecté le système éducatif : dégâts matériels considérables, pertes en vies humaines (230000 morts), traumatismes psychologiques, 80% des établissements détruits ou endommagés, 38000 élèves et 1300 enseignants décédés, réseau public à 77%, privé à 94%.

Le projet dans lequel le Gref est fortement impliqué s'appuie sur les deux priorités du pays, l'éducation et la santé. Après concertation avec les directeurs et les enseignants de neuf établissements, un programme de formation a été construit sur les méthodes actives, l'expression écrite, l'accès au livre, l'éducation à l'environnement... autour de projets d'écoles, prévoyant la généralisation à 20 écoles l'année suivante. Charte de l'environnement élaborée avec la participation des inspecteurs du Bureau de District Scolaire, utilisation du TNI et de ses ressources intégrées au programme de formation, co-formation à la découverte du livre et de la lecture, menée avec un référent haïtien... ces différentes actions ont permis de créer une dynamique de formation dans ce quartier défavorisé et isolé.

La mutualisation des pratiques pédagogiques, le partage des expériences et la construction de méthodes et d'outils se sont développés en direction d'écoles de statuts divers (publiques, communautaires, privées, congrégationnistes). L'évolution du projet portera ainsi sur l'éducation à la santé et la mise en œuvre d'une pédagogie utilisant le numérique en rapport avec le plan ministériel. ♦

M. Hurbain - R. Ponthieux

1 école sur 3 ne dispose d'aucune commodité hygiénique ou sanitaire. 1 école sur 4 a un point d'eau pas toujours potable, 1 école sur 4 dispose d'une cantine scolaire.

Les programmes d'éducation sanitaire, d'éducation affective et sexuelle ne touchent qu'une minorité d'écoles.

Une minorité d'écoles dispose d'une petite infirmerie ou d'un kit de premiers soins.

Très peu d'écoles sont concernées par des programmes d'information et de sensibilisation des jeunes aux dangers de l'accoutumance à l'alcool, au tabac et à la drogue. De nombreuses jeunes filles enceintes ne sont plus scolarisées.

LÀ-BAS



Beaucoup d'enfants haïtiens sont non scolarisés : 500 000 restent en dehors du système scolaire et 38% de la population n'a jamais fréquenté une salle de classe.

Le système scolaire est majoritairement privatisé (85%) avec un coût trop élevé de la scolarisation alors que la population connaît une extrême pauvreté.

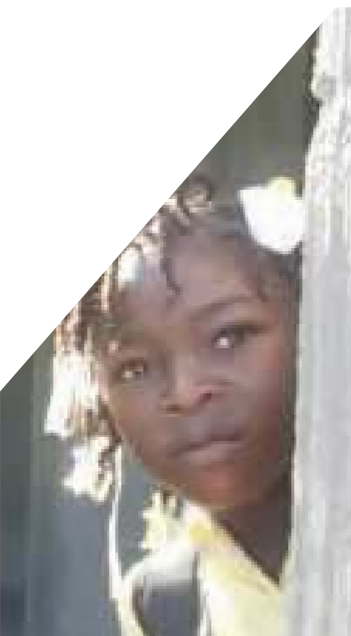
Le système éducatif est élitiste et sélectif : 30% des entrants atteignent la 6ème année, 10% d'entre eux obtiennent leur baccalauréat).

Les infrastructures et les équipements sont insuffisants, les sites destinés à l'enseignement inadéquats.

La formation des enseignants est inadaptée car :

- dans le fondamental, parmi les 70 000 maîtres, seuls 10% ont un diplôme de l'École Normale d'Instituteurs (ENI) ;
- même situation dans le secondaire : 48% n'ont que le Baccalauréat, 30% aucune qualification ni formation, 18% n'ont qu'un diplôme universitaire, 13% un diplôme de l'École Normale Supérieure.

Enfin s'ajoutent des difficultés de gestion pédagogique et administrative des établissements, renforcées par une fragilité de la gouvernance du système.



L'éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale, il n'y a pas si longtemps appelée EADSI (Éducation au Développement et à la Solidarité Internationale) fait partie de nos missions.

Le monde est interconnecté. Ces interdépendances mondiales sont complexes.

De nos missions là-bas, de ce que nous découvrons, ce que nous apprenons, ce que nous vivons, de nos analyses, nos échanges... nous devons témoigner

Les interventions ont eu lieu le plus souvent auprès de jeunes scolarisés à Orchies, Lambres et Lille, Bousbecque, Monchaux, Genech...et surtout pendant la Semaine de la Solidarité Internationale.

♦ **Orchies** : participation au comité de pilotage de la SSI et interventions dans les écoles sur Haïti après le séisme : diaporamas sur l'habitat et climat, sur l'école, sur la problématique de la déforestation.

♦ **Lambres** : participation au comité de pilotage de la quinzaine des droits de l'enfant. Interventions dans les écoles et au collège sur l'eau dans le monde, l'alimentation (en lien avec le Burkina Faso), le travail des enfants, la culture ROM (par des adhérents du Gref investis dans ce domaine), l'éducation (en Haïti et au Burkina Faso) et la musique, en lien avec le projet du musée de la musique de Ouagadougou.

♦ **Genech** au lycée agricole : animations autour de l'agriculture en lien avec des missions au Niger et en Guinée.

♦ **CRDTM de Lille** (centre RITIMO local) : participation à la semaine de lecture à voix haute

♦ **Auby**, au LP : participation à la SSI, démarrage d'une correspondance scolaire avec Madagascar.

♦ S'ajoutent également des interventions plus anciennes dans des écoles à Lille, Drocourt, Monchaux..., dans des centres sociaux à Lille, ainsi que d'autres interventions dans différentes communes de la région Nord Pas-de-Calais Picardie avec la Communauté Haïtienne du Nord de la France.

Le GREF a élaboré pour ses interventions, des outils, sur le thème de l'eau dans le monde, l'alimentation, le travail des enfants, l'agriculture au Niger, l'école au Mali, les Roms...

Il a notamment édité un livre *Les contes du fleuve*, réalisé avec la collaboration d'enfants du Sénégal lors d'une mission et d'étudiants de BTS Imprimerie, ainsi que les fiches pédagogiques associées.



L'ECSI est une démarche éducative qui a pour objectif :

- d'ouvrir sur l'autre et sur le monde qui nous entoure,
- d'apporter un autre regard sur les pays trop souvent caricaturés par un imaginaire misérabiliste,
- de permettre à chacun de comprendre les mécanismes d'interdépendance et d'exclusion,
- de responsabiliser les publics cibles pour qu'ils deviennent des acteurs engagés dans une démarche pour la construction d'un monde juste, solidaire et durable.

Le GREF a choisi de mettre en œuvre une politique d'Éducation à la Solidarité Internationale.

Avec pour spécificités :

- son professionnalisme dans le domaine de l'éducation,
- ses actions à l'étranger qui lui donnent une certaine connaissance des problèmes économiques sociaux et culturels d'autres pays.

Le GREF :

- ♦ contribue à la diffusion de nouvelles primées par la Fondation de Lille dans le cadre du prix Alain Decaux, nouvelles écrites en partie par de jeunes écrivains étrangers francophones ;
- ♦ participe à la préparation et à l'animation de formations CRDTM et Lianes Coopération « Monter une action d'éducation au développement » et assure le suivi de certains projets ;
- ♦ représenté au Conseil d'Administration, il participe à la commission EADSI du CRDTM. ♦

M-P. Sion





Chaque année, à l'initiative de la FARAPEJ (Fédération des Associations Réflexion-Action, Prison et Justice), une Journée Nationale des Prisons tente d'élargir le regard de la population sur le monde de la prison, sur nos concitoyens détenus et tous ceux qui travaillent dans ces lieux.



Moins punir pour mieux reconstruire



Eléments statistiques de l'entrée à la sortie de prison

7% des entrants en prison en 2011 se déclaraient SDF.

1 détenu sur 7 n'a jamais exercé d'activité professionnelle.

1 personne sur 2 a vu ses relations avec ses amis ou sa famille se réduire.

1 union sur 10 dont l'un des membres est un détenu est rompue durant le mois qui suit son incarcération.

En prison, il faut au minimum 200€ par mois pour faire face aux besoins de première nécessité et garder un lien avec l'extérieur : achat de produits d'hygiène, d'unités téléphoniques, location de frigo, de TV...

Seul **1 détenu sur 4** a accès à un travail rémunéré, en moyenne **20 à 45%** du SMIC ou à la pièce.

51% des détenus avaient un emploi déclaré au moment de leur arrestation, **7%** travaillaient au noir.

16% des proches de détenus ont dû reprendre une activité, modifier leur temps de travail ou l'arrêter suite à l'incarcération.

48% des personnes détenues n'ont aucun diplôme.

Le taux d'illettrisme est de **10,9%**. Chez les jeunes détenus de + de 18 ans, **80%** d'entre eux sont sans diplômes et **40%** échouent au bilan de lecture.

Au moins un trouble psychiatrique identifié chez **8** hommes détenus sur **10**.

38% des personnes incarcérées depuis moins de 6 mois souffrent d'une addiction aux substances illicites.

Le taux de suicide parmi la population carcérale est 10 fois supérieur à celui de la population générale.

Sources : FARAPEJ

Ces journées nationales sont aussi l'occasion de s'interroger sur le fonctionnement de cet univers et de notre justice, autour d'un thème proposé par les diverses associations qui participent au comité organisateur. Puis, en fonction de ses forces militantes, chaque région organise sa journée. Ainsi à Maubeuge, un débat a été mené autour du film *La tête haute* d'Emmanuelle Bercot où Catherine Deneuve joue la juge Florence Blaque, avec la participation d'une JAP (Juge d'Application des Peines).

Cette année, le thème choisi, *Moins punir pour mieux reconstruire*, invitait précisément à une réflexion sur la justice : notre conception des prisons ne s'arrête-t-elle pas souvent à une justice ? On ne mesure pas toujours les effets négatifs de cette justice sur la personne du détenu et sur tout son entourage, et cela nous engage à nous confronter à l'idée des fameuses peines alternatives qui sont loin de tout résoudre. D'où l'idée d'aborder la notion de *justice restaurative* qui commence à se mettre en place au Canada ou en Belgique. Occasion toujours pertinente d'apprendre plus sur ce monde que nous effleurons pourtant chaque semaine.

Afin de faciliter la prise de parole de nos visiteurs, les étudiants de l'association Genepi ont proposé cette année de courtes interventions de spécialistes suivies d'immersion des intervenants dans des groupes d'auditeurs. Mme Danglars, la JAP de Lille comme on dit dans les cellules, et Mme Farkas, présidente de l'association *R'libre* basée à Tourcoing et qui depuis 20 ans aide à la réinsertion les détenus, sont venues présenter leur travail et nous ont fait partager leur enthousiasme et leur générosité. Des moments d'échanges intenses et chaleureux.

Nous avons ainsi découvert que seul un tiers des détenus demandait à bénéficier d'un aménagement de peine tant les personnes que nous rencontrons sont celles qui, de toute façon, se débrouillent mal dans la vie. Rappelons que la population pénitentiaire est principalement composée de nos concitoyens les plus démunis. Nous savions déjà que depuis l'arrivée de ce juge, l'atmosphère avait changé dans le centre pénitentiaire où nous travaillons car cette juge tient compte du trajet effectué « dans sa tête » par le détenu. Quant à Mme Farkas, le travail de réinsertion que son association produit a donné de l'espoir à des familles venues s'informer. Cette association, qui maintient des liens forts avec des entreprises, suit de très près les détenus qui s'adressent à elle et les prépare progressivement à la sortie car elle mesure à quel point la mise en liberté est déstabilisante.

Pour vos serveurs présents, nous avons eu l'opportunité de faire l'éloge auprès de Mme Danglars, d'un détenu qui a été capable de faire de ce temps vide de l'enfermement un temps d'apprentissage du monde dans lequel il vit et de ses exigences, ce qui préfigure une réinsertion qu'on espère réussie. La soirée s'est déroulée dans la salle Philippe Noiret à Wazemmes décorée par les œuvres réalisées par les détenus d'Annœullin (*deux exemples dans cette page*) et prêtées aimablement par la direction. ♦

F. Kurzawski

Pour exister, les actions de solidarité internationale ont besoin d'être financées. Jusqu'à ces dernières années, les financements étaient essentiellement publics, le Gref faisant assez peu appel à des fonds privés. Mais les bailleurs institutionnels sont maintenant moins nombreux, leurs contributions moins importantes.

Notre association s'est donc engagée vers la recherche de financements supplémentaires. Un séminaire de travail, réunissant un petit groupe d'adhérents du Gref («les chercheurs d'or») a permis de dégager des priorités et des axes de travail, sans pour autant nier les interrogations que soulèvent ces pistes nouvelles.

La baisse des subventions publiques, l'obligation de part de financements privés (AFD, Europe, Banque mondiale ...) et la part croissante de la commande publique ont incité à la mise en place de cette formation à la recherche de fonds privés.

Cette action commencée en 2014 avec un groupe de 12 participants s'est donc poursuivie en novembre dernier dans le but de constituer un groupe technique au service de notre association. Il est évident dès la première journée que la recherche de fonds, *fundraising* en anglais, nécessite entre autres du professionnalisme, du temps et de l'enthousiasme (dont nous ne manquons pas en général). Un compte a été créé sur gmail qui regroupe sur son *drive* la totalité des documents utilisés ou produits lors de ces journées. Il est accessible pour l'instant aux seuls participants à ces périodes de formation. L'objectif est de constituer un réseau de mécènes commun à toutes les Délégations régionales Gref, de gérer et d'animer un club d'entreprises, de mener un entretien et convaincre les mécènes en s'appuyant sur des documents de communication clairs et pertinents.

Cette démarche qui n'est pas vraiment dans nos pratiques nécessite un effort d'adaptation au langage de l'entreprise, notamment dans la formulation des fiches projets qui ont été réalisées à destination des mécènes éventuels. L'enjeu est de taille mais notre passé professionnel nous a habitué à des remises en cause régulières. Il reste donc aux premiers initiés aux termes de : *prospect*, *script*, *smalltalk*, *RSE* (responsabilité sociale entreprise), *crowdfunding* (financement participatif) et autre *street fundraising* (recrutement de nouveaux donateurs dans les lieux publics), à mettre en pratique et transmettre aux autres cette nouvelle approche si nécessaire aux développements de nos activités ici et là-bas. Des travaux pratiques ont été organisés comme la constitution de binômes chargés de contacter les responsables des groupes d'amitiés de pays (Guinée, Haïti, Arménie...) à l'Assemblée Nationale. **A.Gournay**



La Carsat (Caisse d'assurance retraite et sécurité au travail) de la région Nord Pas de Calais Picardie remettait les prix du concours «Bénévolat et retraite», le jeudi 12 novembre dernier. 120 projets associatifs sélectionnés pour mettre à l'honneur l'action individuelle des retraités au sein des nombreuses associations régionales.

Cette année, le Gref était doublement valorisé, indirectement d'abord :

- Madeleine Bogrand, engagée de longue date dans la lutte contre l'illettrisme, dans les actions en prison dans l'équipe du Gref, permettait ce jour-là à l'association *Mots et merveilles* de recevoir un prix de 1000 euros ;
- et plus directement Régis Ponthieux, dont le dossier développant le projet sur Haïti a été retenu en 5ème position par la Carsat, obtenant ainsi un prix de 3000 euros.

Et si les lauréats classés en tête oeuvraient pour développer l'accès et la diversité des activités des retraités sur un territoire (car le bénévolat et la participation à des activités, c'est aussi un moyen de rester en forme, de résister à l'isolement...) ou intervenaient dans le domaine de la santé (maladie d'Alzheimer ou diabète), le projet du Gref est le premier dossier retenu récompensant une action de solidarité internationale, articulant explicitement éducation et citoyenneté, éducation et démocratie. Dimensions d'ailleurs soulignées par Elisabeth Charlon en recevant le prix.

Au-delà de ce moment de reconnaissance, c'est aussi pour nous l'occasion de rappeler l'importance des recherches de financement, même modestes.



L'atelier Lectures, au Gref : du sérieux, de la saine curiosité, du besoin de mieux comprendre et de réfléchir avec d'autres.

Le choix est large !

Pas de thématique particulière pour l'instant, nous avons privilégié nos envies, nos coups de coeur...

N'hésitez donc pas à vous joindre à nous.

lectures

Meursault contre-enquête de Kamel Daoud, éd. Actes Sud

Le livre a été unanimement apprécié, lu et relu pour mieux appréhender le jeu de miroirs avec *L'Étranger* de Camus. Véritable prouesse littéraire (Goncourt du premier roman), le roman de Kamel Daoud à l'écriture tout à la fois riche et sobre, donne la parole à Haroun, le frère de l'Arabe anonyme assassiné par Meursault qui trouve ici un nom, Moussa. Chez Camus, Meursault, étranger à lui-même, tue un anonyme dans un monde absurde. Chez Kamel Daoud, l'histoire est vue du côté de l'Arabe assassiné sur la plage, à partir du récit qu'en fait son frère soixante-dix ans plus tard, en 2012, à un universitaire préparant une thèse sur Camus.

Une attention particulière est accordée à la mère arabe, castratrice, et au rôle dominant. Haroun avoue en effet avoir fait un « contre-crime » à l'instigation de sa mère pour venger l'assassinat de Moussa. Quelques jours après l'indépendance en 1962, il a assassiné un Français dont il a caché le corps. Les policiers le relâchent tout en lui reprochant d'avoir tué ce Français un peu trop tard. Il l'aurait fait quelques jours avant, lors de la guerre d'indépendance, il aurait été un héros. On a reproché à Meursault de ne pas avoir pleuré à l'enterrement de sa mère, mais on a reproché à Haroun de ne pas avoir pris le maquis avec le FLN.

Ce roman interroge l'identité, la nationalité, la complexité des héritages du passé et surtout la colonisation avec son lot d'humiliations et d'injustices, sans obérer le besoin de la revanche. Cri de colère contre la négation de la culture et de l'identité des colonisés, c'est une œuvre subtile et passionnante qui utilise l'arme de l'écriture - la langue de l'ex-colonisateur - pour évoquer en toile de fond l'histoire de l'Algérie depuis l'indépendance et la soumission aveugle à la religion.

Check-Point de Jean-Christophe Rufin éd. Gallimard

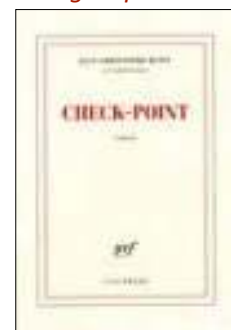
Les lecteurs et lectrices assidus et souvent admiratifs de J.-C. Rufin ont été déçus par le roman ; impression que l'auteur a répondu à une commande d'éditeur et n'a pas hésité à multiplier dans l'ouvrage les « ingrédients » susceptibles de plaire à un large public (suspens, histoire d'amour...). Alors que l'accueil des critiques est quasi unanimement positif, plusieurs d'entre nous regrettent le manque de réflexions instructives sur les enjeux de l'humanitaire, thématique que l'auteur connaît particulièrement bien.

Le manque d'épaisseur psychologique des personnages, autre remarque négative de l'une d'entre nous, n'exclut pas la dimension tragique du récit symbolisée par le huis-clos des camions. Le roman invite à se poser des questions essentielles : - « qu'est-ce qu'un engagement ? Quelles sont les limites, manifestes ou tacites, d'une ONG ? ». À cet égard, on pourra relire avec profit le livre de Ryfman sur les ONG : « Intentions et critères d'engagement ».

- notre liberté d'agir s'accompagne-t-elle d'une réelle réflexion sur les conséquences de nos actes ?

Pour celles, peu nombreuses, qui ont apprécié le roman, au suspens bien ficelé, au rythme d'un thriller et à l'écriture fluide et agréable, se pose en filigrane la question qui est toujours d'actualité : comment aider les populations de zones en guerre ? Faut-il uniquement leur apporter de la nourriture ou des vêtements, ou faut-il leur apporter aussi des armes et de quoi se battre ? Question qui fait écho à la réflexion antérieure du groupe sur la « pureté » des actions, ici ou là-bas. ♦

E. Brassart



Ont participé à ce numéro : Edith Brassart, Maeva Carrasqueira, Elisabeth Charlon, Alain Gournay, Marianne Hurbain, Francine Kurzwski, Myriam Matonog, Régis Ponthieux, Geneviève Portier, Marie-Pierre Sion.